

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

14 décembre 2012 | *Le Droit* | PIERRE DUFAULT fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com

Le rapport du VG de l'ontario ulcère les enseignants

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Les enseignants des écoles secondaires publiques anglophones de l'Ontario sont furieux d'apprendre que le gouvernement libéral de Dalton McGuinty a laissé près de 1,4 milliard \$ en impôts non payés lui glisser entre les doigts depuis deux ans.

Une grande partie de ces impôts devait provenir de commerces et de grandes entreprises à la suite de l'harmonisation des taxes de vente fédérale et provinciale, souligne le vérificateur général de la province, Jim McCarter, dans son plus récent rapport annuel. Le ministère des Finances n'aurait pas su recouvrer ces sommes à temps, conclut-il.

Coran frustré

« Comment le gouvernement peut-il dire d'une part que les travailleurs de l'éducation de l'Ontario (...) doivent subir un gel de leurs salaires et une réduction draconienne de leurs avantages sociaux, et d'autre part tourner le dos à plus de 1 milliard \$ en impôts », a fustigé Ken Coran, président de la Fédération des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO), hier.

Le gel des salaires qu'imposera le gouvernement libéral à Queen's Park, par le biais de loi spéciale 115, devrait permettre à la province d'économiser 2 milliards \$ sur deux ans.

« C'est évident que la loi 115 n'a pas pour but de contrôler les dépenses et reprendre le dessus sur le déficit (de 14,4 milliards \$) si le gouvernement est prêt à renoncer à plus de 1 milliard \$. C'est clair que le gouvernement s'attend à ce que le secteur de l'éducation soit le souffre-douleur de ses défis financiers », a ajouté M. Coran.

Grève du zèle

Les membres de la FEESO font la grève du zèle pour protester contre la loi 115, qui entrera en vigueur à la fin du mois. Leurs collègues des écoles élémentaires publiques anglophones organisent des grèves d'un jour dans chacun de leurs conseils scolaires, d'ici Noël. Les deux syndicats contestent aussi la constitutionnalité de la loi spéciale devant les tribunaux.

La carte à puce

Dans son rapport, Jim McCarter jette aussi un regard critique sur le système de paiement par carte à puce Presto à bord des transports en commun à Ottawa et dans la grande région de Toronto, qu'il dit être l'un des « plus dispendieux au monde ».

M. McCarter questionne par ailleurs l'augmentation de 27 % des dépenses de la Police provinciale de l'Ontario depuis cinq ans, surtout en raison du temps supplémentaire. Il conclut finalement qu'un Ontarien sur cinq subit des tests inutiles ou inappropriés dans les cliniques de santé privées, ce qui coûte plus de 400 millions \$ à l'État.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *15 Dec 2012* | *Ottawa Citizen*

The issue is Bill 115 2

Re: Put students first, Dec. 13. Liberal MPPs Bob Chiarelli, Phil McNeely, Madeleine Meilleur and Yasir Naqvi continue to misrepresent education workers' disagreement with the current Liberal government. This is in keeping with their strategy since this dispute began.

To be clear, the province never tried to negotiate a settlement with any of its teachers. Instead, it began with bullying and intimidation, which may speak to why teachers in the Catholic and French boards did sign agreements. The Liberals did, however, mislead the public about the fact that Bill 115 had to be passed because without it schools would not open in September. No strike was looming. Teachers had offered a wage freeze long ago and were not in a legal position to strike. Elementary teachers have on many occasions offered to meet with Education Minister Laurel Broten, who either ignored our requests or, on one occasion, met for a short time and then left. Broten then misled the public about this meeting.

These Liberal MPPs well know that the issue is Bill 115. This bill is part of the Liberals' ongoing campaign to make workers in Ontario pay for the deficit that was caused by their own mismanagement. The Canadian Civil Liberties Association is but one independent group that is supporting education workers in their fight against Bill 115.

In their letter, the MPPs state that they have only two options to face the "tough economic times."

This is completely false. They have many options some of which were included in the report they commissioned economist Don Drummond to research and write. The citizens of Ontario paid for this extensive report, which the Liberals then mostly ignored.

The MPPs state they are asking all public servants to do what they are asking of teachers. This too is untrue. Only education workers have had their democratic rights stripped. Only education workers have been denied the right to bargain an agreement that is fair to all parties.

Every worker, every parent, every citizen of Ontario should be alarmed by Bill 115 and the sweeping powers it bestows on the cabinet and the minister of education. The Bill is unprecedented in its scope and violates the Charter of Rights and Freedoms. It also disenfranchises education workers from using both the Ontario Labour Relations Act and the Ontario Human Rights Tribunal. It is an attack on labour, an attack on workers and a dangerous precedent.

The MPPs cite Ontario's "worldclass education system." We teachers, along with other education workers built that system well before the Liberals came to power. International assessments have always supported this.

It is time for these MPPs to tell the truth. It is time for them to put integrity above political gain. It is time for them to care about democracy. It is time for them to go.

JANET FRASER, 1st Vice-President, Ottawa Carleton Elementary Teachers' Federation

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

14 décembre 2012 | *Le Droit* | Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com

Caza appuie Toronto et dénonce l'hésitation de l'université d'Ottawa

PHILIPPE ORFALI

Les mesures d'exception que tentait d'obtenir l'Université d'Ottawa dans le dossier de sa désignation en vertu de la Loi sur les services en français ne tiennent pas la route et la province a bien fait d'y opposer une fin de nonrecevoir, estime l'avocat ayant mené l'offensive judiciaire pour sauver l'Hôpital Montfort. Me Ronald Caza ne passe pas par quatre chemins. « Comme membre de la communauté franco-ontarienne, je vois l'hésitation de l'Université de s'engager pleinement envers la communauté, et je trouve ça dérangeant », a-t-il confié hier.

L'avocat de renom, expert de la question des droits linguistiques, avait notamment invoqué la Loi sur les services en français devant les tribunaux, à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement provincial d'alors avait tenté de transformer l'hôpital francophone en clinique.

Après des années de valse-hésitation, l'Université d'Ottawa a demandé l'été dernier à ce que certains de ses programmes de premiers cycles offerts en français soient protégés en vertu de cette loi, mais avec un bémol de taille : elle souhaitait pouvoir modifier tous les quatre ans la liste de programmes visés. Une demande rejetée par Queen's Park.

La loi a pourtant comme objectif de garantir la pérennité des services offerts à la minorité francophone de l'Ontario.

« L'Université dit qu'elle est prête à s'engager envers les Franco-Ontariens, mais seulement pour quatre ans, résume Me Caza. Elle cherche des compromis parce qu'elle n'est pas prête à s'engager comme il se doit envers la communauté franco-ontarienne. Elle hésite à prendre de vrais engagements », a-t-il déploré.

Rappelons que « l'université canadienne » suggérait de protéger l'ensemble de ses services administratifs, de même que certains programmes de premier cycle pouvant être suivis en totalité en français, excluant ainsi toute protection pour les programmes de maîtrise ou de doctorat.

Un cas unique

Le cas de l'Université d'Ottawa est unique parmi les établissements postsecondaires francophones ou bilingues de la province ayant demandé la désignation, depuis un an. Les universités Laurentienne, Hearst et St-Paul n'ont pas tenté d'inclure un processus périodique de modification de la protection.

L'Université Laurentienne de Sudbury n'a pas non plus jugé nécessaire d'exclure les programmes de 2e et 3e cycles, a souligné hier le recteur Dominic Giroux.

« Ce qu'on a retenu de notre processus de désignation, c'était que c'est une protection à long terme. On regarde les 20-30 prochaines années plutôt que de se demander ce qui sera offert demain ou après-demain », a-t-il exposé.

M. Giroux estime que son établissement disposera de la liberté nécessaire pour modifier ses programmes mêmes si ceux-ci tombent sous la protection de la Loi.



Le recteur de l'Université d'Ottawa, Allan Rock, n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue au cours des derniers jours.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Mona Fortier reçoit la médaille du Jubilé de diamant



courtoisie

Publié le 16 Décembre 2012
Sébastien Pierroz 

La directrice principale des communications de la Cité collégiale Mona Fortier a reçu samedi la médaille du Jubilé de diamant de la reine.

Outre ses responsabilités à la Cité collégiale, elle siège présentement au Conseil d'administration de l'Hôpital Montfort à titre de secrétaire du comité exécutif et de présidente du Conseil de la démarche qualité et à celui de la Fondation franco-ontarienne. De plus, elle est membre du Comité consultatif provincial sur les affaires francophones.

La remise des médailles à des personnes francophones et francophiles de l'Ontario vise à souligner le cheminement historique des défis relevés par le peuple franco-ontarien depuis 60 ans à l'intérieur du système constitutionnel canadien.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)17 décembre 2012 | *Le Droit*

Difficile de se passer d'internet

L'encyclopédie Universalis, version papier, est maintenant chose du passé. On retrouve désormais la célèbre encyclopédie en format numérique. Ce changement est dans l'ordre des choses étant donné que les ventes de l'encyclopédie imprimée se sont écroulées au cours des dernières années et que la consultation d'une telle encyclopédie, par le réseau Internet, présente des avantages indéniables. Le succès de Wikipédia peut en témoigner. La mise à jour se fait en un clin d'oeil et l'encyclopédie devient disponible partout où il y a un ordinateur.

Ce changement montre aussi que nous passons d'un modèle économique à un autre. La dématérialisation de la culture est aujourd'hui un fait accompli. La musique, l'image, l'écrit et les communications transigent par Internet. On peut le déplorer ou s'en réjouir, mais la réalité est implacable.

Cette transition au numérique soulève évidemment plusieurs questions. La principale étant sans doute l'accès au réseau. C'est ici que les mots « fracture numérique » prennent tout leur sens. Les centres urbains sont beaucoup plus avantagés que les campagnes comme le déplorent les habitants des régions rurales.

D'ailleurs, le débat entourant cette question ressemble étrangement à celui du réseau électrique. En 1945, le gouvernement du Québec adoptait la Loi de l'électrification rurale. Le nombre de fermes bénéficiant de l'électricité passa alors de 19% en 1945 à 90% en 1955. L'électricité était vitale pour assurer le développement économique des régions tout comme Internet l'est devenu aujourd'hui.

Le coût des équipements

Un autre aspect de la fracture numérique concerne le coût des équipements. Ceux qui n'ont pas les moyens de se payer un ordinateur et un abonnement au numérique sont désavantagés à plus d'un titre. Ils sont exclus des réseaux de communication, des réseaux d'information et des réseaux sociaux. Aujourd'hui tout passe par le Net: des transactions bancaires aux relations avec les membres de sa communauté, sa famille et ses amis. Peu importe où vous vous trouvez sur la planète, la réponse à une demande de renseignements est toujours la même: « Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site Web » ! Impossible d'y échapper.

Hervé Kempf, journaliste au quotidien Le Monde, a consacré un article à une équipe de journalistes du mensuel Silence qui, d'un commun accord, ont décidé de ne pas utiliser Internet pour le numéro de décembre. Conclusion de la rédaction: «... Finalement, cela a demandé de nombreuses heures supplémentaires et pas mal de stress. On ne peut guère s'échapper seul! Dès le mois prochain, on rentre dans le rang! »

Internet prendra une place de plus en plus importante dans notre vie. La conférence « Le Web 2012 » qui avait lieu à Paris du 4 au 6 décembre dernier portait sur Internet des objets. Si présentement Internet sert à l'échange d'informations entre les humains, bientôt le réseau permettra aux objets de communiquer entre eux ou avec nous. Les objets deviendront « intelligents », ils pourront nous parler. Vous avez égaré vos clés? Qu'à cela ne tienne, la puce électronique intégrée à votre porte-clés est reliée au GPS. Elle vous dira en un instant où se trouvent vos clés. On estime qu'en 2020 il y aura 50 milliards d'objets connectés dans le monde!

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

Article précédent

Article suivant

17 décembre 2012 | Le Droit | *GUILLAUMEGUILLAUMEST-ST-PIERRE PIERRE*
gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com com

Un « chemin idéal » pour les familles défavorisées

De notre édition électronique de dimanche. Grâce à un nouvel organisme – et à l'élan de générosité d'un groupe d'entrepreneurs de la région –, des centaines de familles dans le besoin mangeront un peu mieux pour Noël.



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, Ledroit

Des dizaines de bénévoles ont distribué quelque 300 paniers de Noël un peu partout dans la région, hier matin.

Des dizaines de bénévoles ont distribué quelque 300 paniers de Noël un peu partout dans la région, samedi matin.

Le nouvel organisme derrière cet acte de solidarité a vu le jour il y a à peine un an.

Deux consultants en développement chez Idéal Protéine, Nicolas Courchesne et John McMahon, ont décidé de créer « Le chemin idéal », après avoir été déçus d'apprendre que leurs dons servaient en grande partie à payer les frais d'administration de certains organismes.

L'an dernier, en trois semaines, les deux partenaires ont amassé plus de 35 000 \$ qui ont servi la confection de 150 paniers de Noël d'une valeur de 250 \$. Tout ça grâce à la participation d'une quinzaine d'entrepreneurs.

Cette année, ce nombre a doublé. Et l'organisme s'est lancé dans une nouvelle avenue.

« Donne un poisson à un homme, il l'aura à manger pour un jour ; apprends-lui à pêcher, il aura à manger pour tous les jours de sa vie », répète M. Courchesne à qui veut l'entendre. C'est sur ce principe que se fonde le nouvel horizon de l'organisme.

En plus des paniers de Noël, « Le chemin idéal » souhaite créer des partenariats avec des

organismes afin que des familles soient identifiées dans le but de les faire « sortir du cycle de la pauvreté ». « Je nous vois comme une plaque tournante. Ils vont nous apporter des cas de familles qui ont des besoins spécifiques. Ça peut être un tuteur pour l'enfant, un lit, les soins d'un dentiste, une thérapie en toxicomanie... C'est là où on s'en va cette année et encore plus l'année prochaine », prévoit-il.

Les Grands frères et grandes soeurs, Option femmes emplois et l'Église Le Chemin se retrouvent notamment dans le carnet d'adresses de MM. Courchesne et McMahon.

Déjeuner du maire

Par ailleurs, des bénévoles ont distribué ce week-end quelque 1250 paniers de Noël assemblés grâce au Déjeuner du maire, qui a eu lieu dimanche dernier.

Près de 150 000 \$ ont été amassés grâce aux 1800 participants. Depuis ses débuts, l'événement a permis d'aider 70 000 personnes dans le besoin et amasser plus de 1,5 million \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Soirée portes ouvertes pour les immigrants



Sébastien Pierroz

Publié le 13 Décembre 2012
Sébastien Pierroz 

Ottawa, une ville pour les immigrants. C'était en quelque sorte le message de la soirée portes ouvertes pour les organismes de soutien aux immigrants, jeudi soir, dans les locaux du Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa (PLIO).

Objectif de l'événement? Découvrir les nouveaux programmes et services offerts aux immigrants à Ottawa, connaître le travail du PLIO et la façon dont les nouveaux arrivants à Ottawa peuvent participer et donner leurs opinions sur l'état de l'immigration.

Le maire Jim Watson était de la partie. Il s'est réjoui de l'initiative: «La démographie d'Ottawa est en train de changer grâce notamment à l'immigration. C'est une fierté pour moi de représenter toutes ses communautés.»

Trois organismes francophones s'étaient en tout cas déplacés pour donner aux visiteurs de précieux conseils. Parmi eux, la Cité collégiale représentée par Marie-Élise Lebon du Réseau de soutien à l'immigration francophone pour l'Est de l'Ontario: «On essaye de donner des outils aux immigrants mais aussi aux francophones désireux de s'installer à Ottawa et ce, quel que soit leur niveau professionnel.»

Le PLIO est un partenariat communautaire centré sur le développement d'un mécanisme de planification durable et collaboratif qui identifie les manières pour améliorer l'installation et l'inclusion des immigrants. Il est également l'un des plus de 40 partenariats locaux d'immigration qui sont maintenant actifs dans les communautés à travers l'Ontario.

LeDroit



QUI ONT MARQUÉ NOTRE HISTOIRE ET LA VÔTRE



L'UQAH devient l'UQO



HUGUES THÉORÊT
collaboration spéciale

Le 16 août 2002, *LeDroit* annonce le changement de nom de l'Université du Québec en Outaouais (UQAH). La veille, écrit le journaliste Sylvain Larocque, l'institution a reçu du gouvernement du Québec les lettres patentes qui confirment qu'elle s'appelle désormais l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

Dans un communiqué, la direction de l'université stipule que le nouvel acronyme doit se prononcer «uko», ce qui sonne l'arrêt de mort du boîtier «UQAcHe», précise-t-on dans *LeDroit*.

La prononciation sera toutefois l'une des seules choses que l'université pourra se permettre de changer à court terme. La direction a évalué qu'il en coûtera 90 000 \$ pour modifier la signalisation, produire de nouveaux formulaires et surtout changer la stèle qui orne l'édifice du boulevard Alexandre-Taché. «Nous n'avons pas cet argent pour l'instant», reconnaît alors le directeur des relations publiques, Réal Croteau.

Le changement de nom découle de la fusion municipale et a été entériné en juin par le conseil des ministres. Il fait suite au souhait exprimé, il y a un an, par le conseil d'administration de l'institution et l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec. «Ce changement traduit un désir confirmé depuis plus d'une décennie de renforcer l'appartenance régionale de l'université», rappelle M. Croteau.

Plusieurs personnalités de la région, dont le maire Yves Ducharme et l'ancien président du comité de transition de l'Outaouais, Gilbert Lacasse, souhaitent que l'université prenne le nom de la nouvelle ville afin de participer à son rayonnement. «La contribution de l'université à la nouvelle ville ne doit



ARCHIVES, LeDroit

En août 2002, l'Université du Québec en Outaouais devenait l'Université du Québec en Outaouais. Un changement de nom rendu nécessaire par la création de la grande Ville de Gatineau, l'année précédente.

pas nécessairement passer par le nom, rétorque M. Croteau. Notre seule présence contribuera grandement au développement de Gatineau.»

L'autre institution d'importance qui portait le nom de Hull, le casino, a lui aussi choisi de ne pas porter le nom de Gatineau, lui préférant celui du Lac-Leamy.

C'est d'ailleurs à cet endroit qu'avait lieu le 2 novembre 2002 la toute première collation des grades de l'UQO, sous son nouveau nom, rapporte *LeDroit* du 4 novembre 2002. C'est Sylvie Rochon qui a eu l'honneur de recevoir le premier diplôme de troisième cycle. M^{me} Rochon a complété un programme de doctorat en éducation.

La présence universitaire à Hull remonte à septembre 1971 avec la création des Services universitaires dans l'Outaouais (SUO). En mars 1972, les SUO

deviennent la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois (DEUOQ). En octobre 1976, la DEUOQ devient le Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois (CEUOQ). En mars 1981, le Conseil des ministres de l'Assemblée nationale crée l'Université du Québec en Outaouais (UQAH).

L'université compte alors plus de 3000 étudiants répartis dans 44 programmes.

En septembre 2002, l'UQO s'installe au Centre collégial de Mont-Laurier, dans le cadre d'un partenariat avec le Cégep de Saint-Jérôme. En octobre 2004, l'UQO crée, en collaboration avec le Cégep de Saint-Jérôme, le Centre d'études universitaires des Laurentides. En mai 2006, l'UQO inaugure l'édifice abritant le Centre de recherche en technologies langagières (CRTL). En 2010, 36 652 diplômés avaient été

attribués par l'UQO.

Détenteur d'une maîtrise en histoire de l'Université d'Ottawa, Hugues Théorêt a collaboré à plusieurs publications. Il signe régulièrement des textes dans la revue historique régionale *Hier encore* où il agit à titre de rédacteur en chef.



Abonnement de 13 semaines
+ 2 semaines gratuites
56⁵⁹\$**
pour 15 semaines

Abonnement de 26 semaines
+ 4 semaines gratuites
112³¹\$**
pour 30 semaines

Abonnement de 52 semaines
+ 8 semaines gratuites
220³¹\$**
pour 60 semaines



LEDROIT, LE LUNDI 17 DÉCEMBRE 2012



Offrez l'information en cadeau!

Offrez LeDroit et recevez **GRATUITEMENT** des semaines supplémentaires

* L'offre se termine le 31 décembre 2012 et est valide pour un nouvel abonnement ou un renouvellement au tarif régulier à l'intérieur de notre réseau de distribution seulement. Les paiements doivent être reçus avant le 31 décembre 2012.

** Taxes applicables en sus.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

17 décembre 2012 | *Le Droit* | PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com PHILIPPE ORFALI Avec William Leclerc porfali@ledroit.com

Un employé sur trois se dit harcelé

À la Commission des relations de travail de la fonction publique

Plus du tiers des employés de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP), une petite agence gouvernementale, se dit victime de harcèlement au boulot, une proportion qui inquiète, mais qui ne cesse de croître depuis une dizaine d'années.



ETIENNE RANGER, Archives Ledroit

Pas moins de 34 % des employés de la CRTFP disent avoir été victimes de harcèlement au travail depuis 3 ans, révèlent les résultats d'un sondage interne dont LeDroit a obtenu copie. Dans la plupart des cas, la discrimination provenait de supérieurs et de collègues, peut-on y lire.

Pas moins de 34 % des employés disent avoir été victimes de harcèlement au travail depuis 3 ans, révèlent les résultats d'un sondage interne dont LeDroit a obtenu copie.

Une situation qui « préoccupe sérieusement » la direction de l'organisme, assure sa porte-parole.

« La prévalence de harcèlement au travail est passée de 18 % en 2009 (lors du dernier sondage) à 34 % en 2012 », précise le sondage remis à la direction de l'organisme il y a quelques semaines.

Dans la plupart des cas, la discrimination provenait de supérieurs et de collègues, peut-on y lire.

Plus préoccupant encore, le nombre de victimes de harcèlement ne cesse d'augmenter : le pourcentage de victimes de harcèlement est en hausse par rapport aux sondages réalisés en 2006 et 2003. Seize pour cent des répondants avaient été victimes de harcèlement en 2006, et 11 % en 2003.

En outre, près du tiers (31 %) des employés ont indiqué qu'ils préféreraient quitter leur organisation si un poste comparable était disponible ailleurs dans la fonction publique

D'autres données sont en apparence contradictoires avec celles sur le harcèlement : la plupart des répondants (73 %) préféreraient continuer à travailler dans leur unité de travail, même si un poste

comparable était disponible ailleurs. Plus de 91 % des employés affirment que l'organisation les traite avec respect, et 83 % des employés indiquent avoir confiance dans la haute gestion.

Un peu plus de la moitié des 74 répondants du sondage – soit une forte majorité des employés de l'agence – estiment qu'ils pourraient entamer un processus de recours officiel, tel qu'un grief, sans crainte de représailles, mais le quart de leurs collègues sont en désaccord.

Harcèlement à l'interne

« Bien que la nature même du travail de la Commission présente des situations potentielles de harcèlement provenant de l'extérieur, les données démontrent qu'une source importante serait au sein même de la CRTFP », reconnaît Catherine Wright-Cadieux, gestionnaire des communications de l'organisme. « La Commission a en place une politique détaillée sur le harcèlement en milieu de travail. La haute gestion prend très au sérieux les résultats et a déjà commencé à les analyser et à identifier des mesures de redressement. Compte tenu de l'anonymat du sondage, la Commission travaille aussi avec un groupe représentatif des employés pour mieux comprendre les résultats et pour mettre en place un plan d'action efficace qui comprendra un programme de sensibilisation obligatoire à tous les niveaux de l'organisation. »

La Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP) est un tribunal indépendant quasi judiciaire chargé de l'administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs dans la fonction publique fédérale dans les institutions du Parlement. « En réglant les questions de relations de travail, la CRTFP aide à créer un milieu de travail productif et efficient qui favorise la prestation efficace des programmes et services gouvernementaux », précise sa mission.



La quasi-totalité des employés travaille dans la région de la capitale nationale.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

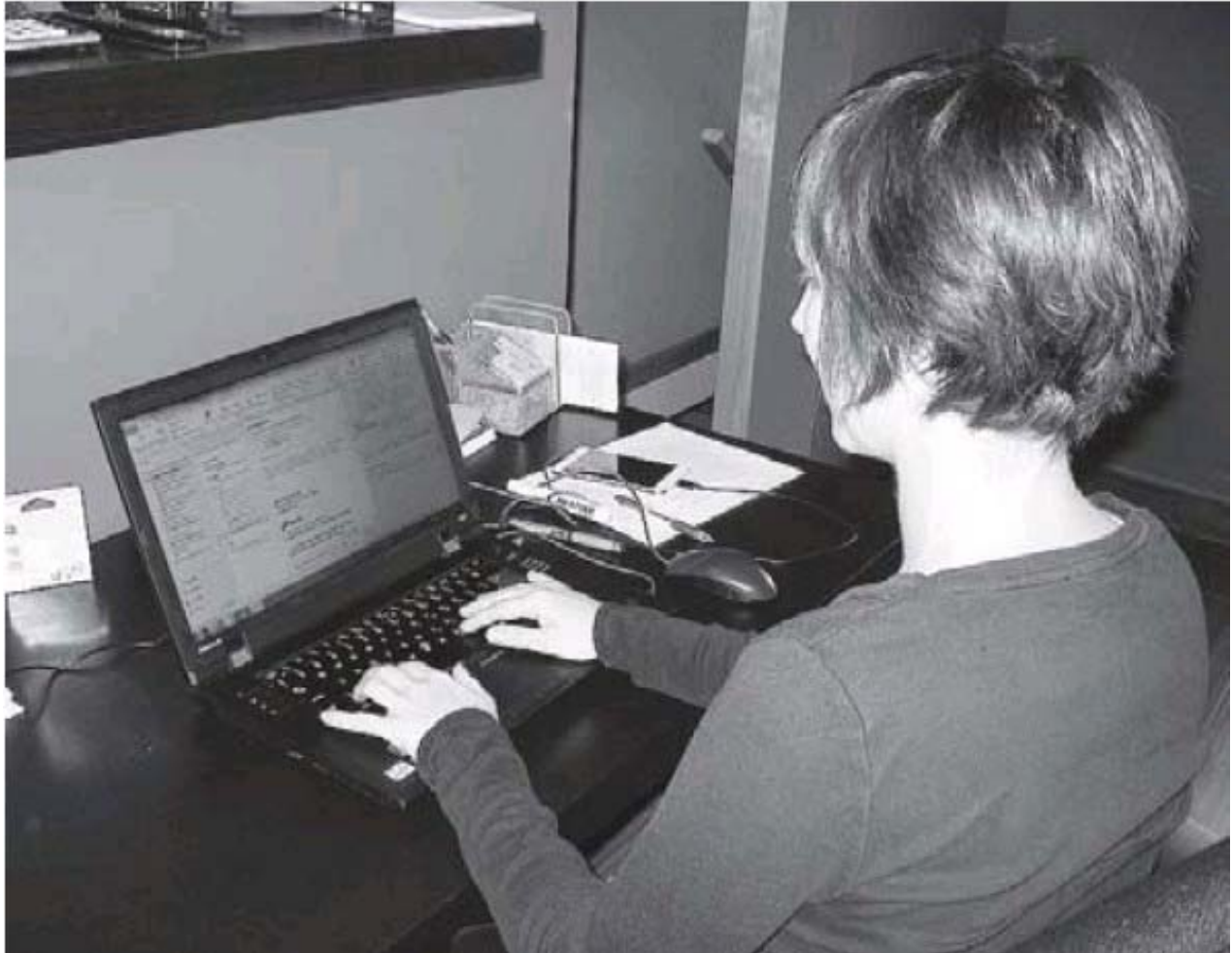
[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

17 décembre 2012 | *Le Droit* | JESSY LAFLAMME jlaflamme@ledroit.com correspondante régionale

Les multiples réalités de l'emploi

Le marché de l'emploi chez les jeunes adultes dans la MRC Papineau doit composer avec plusieurs réalités. Des professionnels y acquièrent de l'expérience, puis quittent pour des emplois plus intéressants et plus payants, tandis que d'autres optent pour le travail autonome.



JESSY LAFLAMME, Ledroit

Anabel Beaudry Sarazin, agente de développement jeunesse au CLD Papineau, compte parmi ceux qui ont quitté pour relever d'autres défis.

Au cours des dernières années, au moins quatre employés ont quitté le Centre local de développement (CLD) Papineau pour explorer d'autres avenues.

L'agente de développement jeunesse, Anabel Beaudry Sarazin, a récemment remis sa démission après avoir accepté un contrat à la Chambre de commerce de Gatineau.

Cette jeune professionnelle a suivi l'exemple des agents de développement ruraux, Michaël Béland et Karine Robillard, qui ont eux aussi travaillé pendant un certain temps au CLD. Dans le cas de Mme Robillard, l'absence de permanence l'a poussée à partir. « Je remplaçais quelqu'un en congé de maternité, alors j'ai accepté le poste à la Table jeunesse Outaouais quand on me l'a proposé, raconte-t-elle. Cependant, si on m'avait offert quelque chose à temps plein au CLD, je serais restée volontiers. »

De leur côté, M. Béland et Mme Beaudry Sarazin désiraient simplement relever de nouveaux défis. « Le nombre d'emplois est restreint en région, il faut donc se tourner vers l'extérieur », souligne Mme Sarazin.

La question du salaire

Pour ces travailleurs, le salaire a aussi pesé dans la balance. La ville est plus généreuse que la campagne. Sans entrer dans les détails, les gens questionnés par LeDroit ont simplement dit que ce n'était pas comparable.

Les données du recensement de 2006 semblent confirmer leurs dires. Le revenu médian des travailleurs de la MRC Papineau s'élève à 24 664 \$, soit environ 9000\$ de moins que la moyenne de l'ensemble de l'Outaouais, qui est de 33636 \$.

La préfète de la MRC Papineau, Paulette Lalande, est consciente de cette situation. « C'est une réalité avec laquelle nous devons vivre, affirme-t-elle. Il nous est impossible d'offrir les mêmes avantages que le gouvernement. De plus, on forme tellement bien nos employés que lorsqu'ils postulent ailleurs, ils obtiennent l'emploi dans la majorité des cas. Nous en sommes conscients et c'est pourquoi nous travaillons à mettre sur pied un parc industriel qui offrirait des emplois intéressants et mieux rémunérés. »



Présentement, 63 % des travailleurs résidents occupent un emploi dans la MRC. Plus de 20% occupent un emploi à Gatineau.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

VDQG\#KRRN#

PfJxlbw/#gguhw/#fkr@dhw/#h{shw/#juh#y# XV/#orgedk#

BY MARYAM SHAH ,TORONTO SUN

FIRST POSTED: MONDAY, DECEMBER 17, 2012 05:23 AM EST | UPDATED: MONDAY, DECEMBER 17, 2012 05:28 AM EST



Rqwdur#Sup In#dorg# fJxlbw/#gguhw/#hsruhw/#w#h#z v#Erqihngfn#dwkh#p xdwrg#Fngwh#w#Khdok#v#hgfiv#
Qruk#xgexu/#xwdwngw#hgw/#xgexu/#Rqwh#q#xugd/#Qryhp eh#8/#\$3451#MRKQ#DSSD2TP I#DJHF\,#

TORONTO - Premier Dalton McGuinty expressed his grief over the mass shooting in Newtown, Conn., in a statement released Sunday addressing school safety in Ontario.

"Our hearts are heavy with sadness for the Sandy Hook community and we stand with them as they try to cope with an unimaginable grief," his statement read.

The small Connecticut town saw 20 elementary school children and six faculty mowed down by a gunman on Friday. The victims were inside Sandy Hook Elementary School when the gunman -- who later killed himself -- forced his way into the school and opened fire.

The premier's statement focused on how "many will have questions about what we are doing here in Ontario to keep our schools safe."

He tried to reassure parents about measures taken by the province to protect their children's "peaceful place of learning.

"Our government has provided funding through our Safe Welcome program to many of Ontario's elementary schools, to provide security devices to protect students from intruders," the statement read. "Indeed, at Ontario elementary schools all entrances are kept locked during the school day to prevent entry from anyone who does not have authorization from walking through their doors."

Last year, procedures on how to handle violence in schools were revised by the ministries of education and community safety.

VSRQVRUHG#DIQNV#

Article précédent

Article suivant

17 décembre 2012 | Le Droit | *GUILLAUMEGUILLAUMEST-ST-PIERRE PIERRE*
gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com com

Les déchets de la capitale seront transformés en gaz

De notre édition électronique de dimanche.



ARCHIVES, Ledroit

L'entreprise Plasco traitera 110 000 tonnes de déchets municipaux dans ses nouvelles installations, qui devront être construites d'ici trois ans.

La Ville d'Ottawa et l'entreprise Plasco Energy Group ont finalement réussi à s'entendre. Presque un an jour pour jour après l'ouverture des négociations, les deux parties ont parachevé une entente sur le traitement des déchets d'une durée de 20 ans qui s'élève à 180 millions \$.

« En négociant cette entente, la Ville a pris des mesures rigoureuses afin de protéger les intérêts des contribuables. Je me réjouis à l'idée que Plasco construise ces nouvelles installations », a déclaré la présidente du comité de l'environnement, la conseillère Maria McRae.

« La conclusion de l'entente commerciale représente une étape importante dans le partenariat entre la Ville d'Ottawa et Plasco Energy Group Inc. », a ajouté le directeur général, Kent Kirkpatrick.

Plasco, une entreprise d'Ottawa, traitera 110 000 tonnes de déchets municipaux dans ses nouvelles installations qui devront être construites d'ici trois ans près du site d'enfouissement municipal du 4475, chemin Trail. Le coût de l'investissement est de quelque 175 millions \$.

Techniques novatrices

La Ville d'Ottawa a choisi de faire affaire avec Plasco pour ses techniques novatrices. Cette dernière

procède par gazéification. Les déchets sont d'abord chauffés à très haute température par des torches au plasma afin d'obtenir un gaz, qui servira par la suite à produire de l'électricité.



Le coût de cette transformation coûte plus cher que de procéder par simple enfouissement, mais la municipalité pense économiser à long terme en prolongeant la vie de son dépotoir d'environ 30 ans. Un rapport sur le bail commercial sera présenté aux élus en début d'année aux fins d'examen et d'approbation. Plasco prépare l'ouverture d'installations de conversion des déchets ailleurs en Amérique et en Europe, ainsi qu'en Chine. Un Ot t av i e n g é n è r e e n moyenne environ 360 kg de déchets par année, dont 42 % sont recyclés.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 14 Dec 2012 | Ottawa Citizen

STUDENTS SPEAK OUT



Students protest Bill 115 at Queen's Park in Toronto on Thursday. Hundreds of students gathered outside the Ontario legislature to voice their concerns about the ongoing labour strife in the province's schools. To read about the teacher walkout, which has now moved to Renfrew,

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *14 Dec 2012* | *Ottawa Citizen* | *MATTHEW PEARSON*

One-day walkout moves to Renfrew

700 elementary teachers picketing

The wave of one-day walkouts by striking public elementary school teachers rolled across the Ottawa Valley on Thursday. About 700 members of the Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO) picketed outside schools and the Renfrew County District School Board office in Pembroke to protest the provincial government's Bill 115.

The one-day strike closed two-dozen public elementary schools for the day, leaving the parents of more than 4,800 students to find alternate child care.

ETFO president Sam Hammond visited striking teachers in Deep River, Petawawa and Pembroke. He remains locked in battle with provincial Education Minister Laurel Broten over the controversial legislation enacted in September, which Hammond says prevents school boards and ETFO locals from reaching collective agreements.

The cash-strapped province says the belt-tightening measures are necessary in the face of a \$14.4-billion provincial deficit.

Bill 115 gives the two sides until Dec. 31 to reach local agreements in keeping with the fiscal parameters outlined in previously-signed agreements with Catholic and francophone teachers unions. Otherwise, Broten has said she will impose a contract with similar terms on English public elementary and high school teachers and education workers.

If that happens, Hammond has said ETFO members have voted overwhelmingly in favour of a one-day, provincewide political protest.

Elsewhere in the Ottawa region, the Upper Canada District School Board (UCDSB) says it will keep schools open in the event of a one-day strike.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)

Article rank | 14 Dec 2012 | *Ottawa Citizen* | *Mpearson@ottawacitizen.com* *Twitter.com/mpearson78*

Strike: Call the school

School board officials are encouraging parents to arrange for alternate child care should a walkout occur. But for the benefit of those who can't find child care, the board says it will attempt to keep schools open and operate them on a limited basis, despite the presence of picket lines out front.

"Our schools will not run instructional programs and students will be congregated in locations such as gymnasiums where they will be safely supervised by non-teaching staff," the board's superintendent David Coombs said in a media release.

School board officials are asking parents to inform their child's school if their children will attend school should a teacher walkout take place.

Parents can also phone or email their child's school directly, or leave a message on the school's Facebook page.



The horseshoe-shaped UCDSB covers a vast amount of territory to the east, south and west of Ottawa, including Almonte, Perth, Brockville, Cornwall, Rockland and Hawkesbury.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)